



LA LETTRE DU CFADS

Numéro 3

Dans cette édition : La 34ème conférence du CIAS à Hong Kong

LES MOTS DU PRÉSIDENT

De quoi sera fait la seconde décennie du XXIème siècle en matière sociale, à l'échelle du monde ?

C'est la question à laquelle les participants à la conférence de Hong Kong ont essayé de répondre du 10 au 14 juin 2010. Plus de 2.500 personnes de 114 pays, travailleurs sociaux, universitaires, chercheurs, acteurs des politiques sociales...ont discuté du sujet. Voici leurs réponses, provisoires bien sûr :

- Les conséquences de la crise accentuent les inégalités entre pays et à l'intérieur de chacun d'entre eux et font obstacle à la poursuite de la réduction de la pauvreté qui commençait à marquer des points, grâce à la Chine et à l'Inde notamment ; il faut **construire un socle de protection sociale universel** pour atténuer les effets de la crise sur les plus démunis
- Les **valeurs** que portent les droits de l'Homme, la préservation de la dignité des personnes, sont mises à mal : violences, migrations forcées, privations de libertés...Il faut les défendre
- La nécessité de préserver notre **environnement** contre les dégradations naturelles ou dues à l'Homme est impérative ; pour cela, rien ne peut remplacer la mobilisation sociale et le recours aux ressources des communautés humaines

- Notre monde se **déshumanise** : de la naissance à la mort, les événements de notre vie sont vécus de plus en plus dans l'anonymat et l'isolement : il est grand temps de préserver notre capacité à nouer des relations et à consolider le tissu social.

Ceci relève du vécu mais aussi du bon sens. Il nous appartient de faire entendre ces cris d'alarme émis par les acteurs du social à travers le monde. C'est la mission du Comité International d'Action Sociale, et de ses partenaires, la Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux et l'Association Internationale des Ecoles de Travail Social.

Christian Rollet
Président du CFADS

MONDE

➤ Près de 3000 participants à la 1^{ère} conférence mondiale conjointe de l'IFSW, IASSW et l'ICSW

La 1^{ère} conférence mondiale conjointe de la Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux (IFSW selon l'acronyme anglais), l'Association Internationale des Ecoles de Travail Social (IASSW) et le Conseil International d'Action Sociale (ICSW) a connu une affluence importante puisque 2 891 personnes s'y étaient inscrites. Au total, 114 nationalités étaient représentées, dont 30 avec un seul participant, soit une moyenne d'environ 25 par pays.

Il est vrai que les ressortissants chinois y occupaient une part prépondérante puisqu'avec 1 232 personnes (y compris 85 taïwanais), ils représentent un peu moins de 43% de tous les participants. Les pays développés (y compris Hong-Kong et Macao) disposaient de 1 884 représentants, ce qui en laissait 1 007 pour les pays en développement, dont 602 pour les non chinois.

Le Moyen-Orient avec 30 participants pour 9 pays et l'Afrique avec 190 pour 31 nations, étaient sans doute les deux régions les plus sous-représentées.

La conférence a été ouverte par un discours de M. SHA ZUKANG secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales, dans lequel il a évoqué la synergie entre les Objectifs du Millénaire et les conclusions de sommet de Copenhague en 1995. Il a insisté sur la contribution positive des ONG aux objectifs des Nations Unies, notamment par des initiatives comme l'Ordre du Jour pour le travail social et le développement social qui a constitué l'axe spécifique de cette conférence.

Il a insisté sur la nécessité pour les ONG de se coordonner entre elles (par des conférences et des stratégies communes, par exemple) et d'aligner leurs objectifs sur ceux des OMD. Il souhaite un soutien explicite de la société civile à l'action de l'ONU et que les ONG participent à ses efforts de communication et de promotions des valeurs portées par les politiques sociales.

On trouvera le discours de M. SHA à cette adresse (en anglais) :

<http://www.un.org/en/development/desa/usg/statements/conference-social-work-development>

➤ **La présence francophone à la conférence mondiale s'appuie sur la coopération du CFADS et du GIP SPSI**

Le GIP qui participe à la coordination des politiques françaises de coopération internationale dans le domaine des politiques sociales, avait déjà fait le diagnostic de la faiblesse de la présence française dans les conférences internationales dans le domaine social, tant au sein de l'assistance que parmi les orateurs.

Si cette maigre représentation peut en partie s'expliquer par une tendance à la sous-estimation de l'importance des politiques sociales, elle tient également à des faiblesses plus structurelles : ainsi, a-t-on pu constater à l'occasion de cette conférence, le foisonnement de revues de recherche de très bon niveau (revues à comité de lecture) sur le travail social en langue anglaise, y compris dans le domaine chinois, alors même qu'il n'en existe pas, en tout cas de ce niveau, en langue française.

Sur la base de ce diagnostic, le GIP SPSI et le CFADS s'étaient donné pour objectif de réunir une délégation française représentative de notre pays tant en quantité qu'en qualité : **22 personnalités françaises** s'étaient inscrites à la conférence mondiale ; étaient notamment présents des représentants de la Caisse Nationale des Assurances Familiales, en particulier son président Jean-Louis. DEROUSSEN, de la Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse, de l'Ecole de Hautes Etudes en Santé Publique, de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, de l'IRTS de Lorraine ou encore de la Fondation des Caisses d'Epargne ; des représentants des universités françaises sont également intervenus (notamment Julien DAMON ou Blandine DESTREMAU).

En ce qui concerne l'expression du point de vue français sur le développement social, le CFADS et le GIP SPSI avaient préparé cette grande réunion par l'organisation d'une pré-conférence sur le thème de la lutte contre la pauvreté en novembre 2009 à Paris. Celle-ci avait permis de rédiger la contribution française sur l'éradication de la pauvreté, communication remarquée puisque distinguée d'un prix à Hong-Kong.

Enfin pour permettre aux francophones de la conférence de se regrouper autour de certains thèmes de discussion, **trois ateliers francophones** avaient été organisés qui ont tous bénéficié de la traduction simultanée en anglais, permettant ainsi à des non francophones d'y assister :

- Atelier n°1, « La discrimination envers les femmes : un handicap dans la lutte contre la pauvreté » ;
- Atelier n°2, « Eradication de la pauvreté et équité sociale » ;
- Atelier n°3, « Financer la lutte contre la pauvreté ».

Mais de nombreux représentants de la délégation française sont intervenus dans d'autres ateliers, souvent en anglais et parfois en français, quand une traduction simultanée était disponible.

Il est difficile de dénombrer le nombre de francophones au sein de cette conférence tant le rapport à la langue française peut être parfois compliqué, mais on peut l'évaluer à moins de 150 présents pour moins de 20 nationalités.

Le stand de la délégation française a incontestablement été un point de ralliement pour tous les francophones et un centre d'intérêt pour toutes les délégations.

La forte participation à cette conférence en marque incontestablement le succès. De ce point de vue, il s'agit d'une ouverture importante pour les travailleurs sociaux chinois ainsi confrontés aux problématiques de leurs confrères des autres pays. Rappelons que les objectifs de ce pays en la matière sont particulièrement impressionnants : former 15 millions de travailleurs sociaux à l'horizon 2015 et 20 millions pour 2020, dans 240 universités à travers le pays ! Cela témoigne de la conscience aigüe des autorités chinoises de l'importance de la prise en compte et de la gestion de la dimension sociale et humaine de la croissance.

D'un point de vue plus politique, dans la lignée de toutes les manifestations qui se sont tenues en Chine au cours des dernières années (depuis les Jeux olympiques jusqu'à l'exposition universelle de Shanghai), et à l'échelle de cette conférence, la Chine tend à occuper une place de plus en plus importante dans les relations internationales, en particulier sur le terrain des conférences sociales que la France tend plutôt à sous-estimer.

➤ **Une déclaration commune des trois organisations pour un ordre du jour pour le développement social et le travail social**

Les trois organisateurs de la conférence mondiale avaient décidé d'élaborer ensemble une stratégie d'action internationale qui prendrait la forme d'une déclaration finale de la conférence, dénommée Ordre du Jour pour le travail social et le développement social.

Son élaboration a été un long processus impliquant la base même de ces organisations présente à cette conférence. Chacune avait choisi trois aires de réflexion et rendu public dans chacune, trois documents de discussion, soit un total de neuf. Les thèmes retenus étaient pour la plupart inclus dans les Objectifs de Développement du Millénaire (OMD).

Pour ICSW :

- La crise financière mondiale
- L'initiative pour un socle de protection sociale
- Le trafic d'êtres humains

Pour IFSW :

- Le rôle du travail social dans l'éradication de la pauvreté
- Troisième âge et vieillissement
- Travail social et implication dans le service aux consommateurs/usagers

Pour IASSW :

- Travail social et question de la jeunesse
- Handicap et maladie mentale
- Catastrophes et travail social

IFSW a ajouté un document sur « santé et travail social ».

Les documents de discussion sont disponibles en anglais à cette adresse :
<http://www.ifsw.org/f38000348.html>

La conférence était organisée autour de ces thèmes et une équipe de rapporteurs a parcouru les ateliers, symposiums etc. afin de récupérer des éléments de conclusion dans le but de les inclure dans la déclaration finale après une réunion quotidienne de synthèse. La conférence n'étant pas une instance représentative, il ne lui a pas été demandé d'approuver le document.

L'objectif de cette démarche est de peser sur les nations Unies et tous les autres organismes internationaux ou régionaux.

Il en est donc résulté une déclaration qui se propose de rassembler les travailleurs sociaux, les enseignants en travail social et ceux qui sont engagés dans le développement social. Il s'agit d'aborder la lutte contre la pauvreté du point de vue de ce qu'ils peuvent y apporter. Les trois organisations souhaitent porter la voix de ceux qui vivent en marge de la société sur des sujets d'intérêt commun.

Des consultations et discussions menées notamment au cours de la conférence de Hong-Kong, il résulte les quatre engagements d'action suivants :

- La lutte contre les **inégalités économiques et sociales** à l'intérieur des pays et entre les régions, notamment à travers le **soutien à l'initiative en faveur d'un socle de protection sociale universel** de l'OIT ;
- La **dignité et la valeur de la personne** (droits de l'homme, migrants, réfugiés, violences, dominations etc. et leurs implications pour le travail social, l'éducation et le développement social) ;
- La **préservation de l'environnement et la prévention des désastres naturels ou créés par l'homme** en faisant davantage appel à la mobilisation des populations concernées ;

- L'importance des **relations humaines**, en particulier les questions relatives à la famille et les défis tout au long de la vie.

Chaque organisation reprendra la déclaration au sein d'un débat interne dans but de le reprendre à son compte. Le CIAS l'a d'ores et déjà fait à l'occasion de son assemblée générale qui a suivi la conférence. Un bilan de cette démarche et de ce qui aura été fait sera tiré à l'occasion de la conférence de Stockholm en 2012.

Les prochaines étapes de cet ordre du jour sont les suivantes :

- Un nouveau document sera proposé en octobre 2010 à toutes les associations membres, tant nationales que régionales afin de recueillir leurs commentaires. Une troisième rédaction inclura ensuite ces remarques ;
- Le 15 mai 2011 une journée mondiale du travail social sera organisée pour inciter les écoles de travail social, les travailleurs sociaux etc. à discuter les propositions de l'ordre du jour ;
- La journée du travail social des Nations Unies sera l'occasion de consulter ses agences sur l'ordre du jour puis de le soumettre au Secrétaire Général des NU, avant de le transmettre à toutes les organisations internationales et aux gouvernements.

L'Initiative des Nations Unies pour un socle de protection sociale

Dans le cadre de l'initiative « One UN » au cours de laquelle la totalité des agences des Nations Unies ont uni leurs forces en se fixant des priorités communes et en coordonnant leurs moyens sur des solutions uniques en appuie des politiques nationales, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies a adopté en avril 2009 « l'initiative pour un socle de protection sociale », en faisant une de ses neuf priorité de lutte contre les conséquences de la crise économique et financière mondiale.

Il s'agit d'un ensemble de transferts essentiels, de services fondamentaux auxquels tous les citoyens devraient avoir accès. Sa base légale repose sur les articles 22,25 et 26 de la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1946 qui garantissent le droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, à l'eau et aux installations sanitaires.

La notion de protection sociale est donc extrêmement large ; elle recouvre deux volets :

- *Les services : garantir un accès géographique et financier aux services essentiels (eau et assainissement, nutrition adéquate, soins de santé, éducation, logement etc. ;*
- *Les transferts : garantir un ensemble de transferts sociaux, en nature et en espèce, en faveur des populations pauvres et vulnérables afin que celles-ci disposent d'un minimum de sécurité de revenu, de moyens de subsistance et de santé.*

L'Initiative soutien les pays dans leurs initiatives visant à construire, agrandir, étendre ou réorienter leur système de protection sociale. Une assistance technique à faible coût mais de grande qualité est offerte par les diverses institutions associées.

Elle est menée par les acteurs et décideurs nationaux, y compris les gouvernements (ministères), les partenaires sociaux et ONG nationales avec le soutien des institutions spécialisées des Nations Unies.

BIT et OMS sont les organisations coordinatrices au niveau global. Les agences engagées varient au niveau local en fonction de leurs capacités à aider concrètement un pays. La collaboration est également recherchée chez les partenaires de développement, c'est-à-dire les donateurs bilatéraux, les banques de développement et les ONG actives dans le secteur de la protection sociale.

Le GIP Santé, Protection Sociale vient d'apporter son soutien à l'initiative dans son dernier CA.

ICSW, dans son Assemblée générale qui a suivi la conférence de Hong-Kong a également apporté son soutien à cette initiative.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Internet suivant :

<http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/ShowMainPage.do>

**Comité Français pour l'action et le développement Social
CFADS**

33, rue Wrütz 75013 Paris

Tel : 01 40 59 62 22 / Fax : 01 40 59 62 82

E-mail : contact@cnas-icsw.org

Site web : <http://www.cnas-icsw.org>

Rédacteur de la lettre du CFADS : Mr Eric Parpaillon